



EXTRAIT DU REGISTRE DES
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE d'USSAC

Nombre de membres :

Afférents au conseil Municipal : 27

En exercice : 27

Qui ont pris part à la délibération : 27

Dont pouvoir(s) : 2

Date de la convocation : 16/09/2026

Date de publicité de la convocation :

16/09/2026

DÉLIBÉRATION N°MA-DEL-2026-071

L'an **deux mil vingt six, le vingt deux septembre, à 18h30**, le conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, salle du conseil municipal, sous la présidence de **M. Patrick CHANOURDIE**.

Étaient présents : M. Patrick CHANOURDIE, Mme Corinne BOUSQUET, M. Alain GENESTE, Mme Monique MAS, M. Jacques LACOMBE, Mme Cindy REYNIER, M. Michel LACHAMBRE, M. Philippe CUYNET, Mme Brigitte LONGY, Mme Hélène STEPHANO, M. Francis TEYSSANDIER, M. Thierry COUTURIER, M. Michel ROUHAUD, M. Gérard FEYDEL, Mme Laurence RAFFAILLAC, Mme Valérie PLANADE, Mme Karine NICOLAU-OLIVER, Mme Aurélie VAUZOU, M. Julien ROBIN, M. Pierre-Clément BRUNET, Mme Joëlle GOULMY, M. Pascal CASTELLI, Mme Catherine LÉVÈQUE-CHEVREUIL, M. Jean-Philippe BOSSELUT, M. Vincent DUROT.

Étaient absents excusés : Mme Annabelle DHONDT, M. Philippe BATISTA.

Procurations : Mme Annabelle DHONDT en faveur de Mme Corinne BOUSQUET, M. Philippe BATISTA en faveur de Mme Catherine LÉVÈQUE-CHEVREUIL.

Mme Karine NICOLAU-OLIVER est nommée secrétaire de séance, conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales.

OBJET : attribution volontaire d'une participation correspondant au tiers du produit des concessions funéraires au CCAS

La loi 96-142 du 21 février 1996 a abrogé la disposition de l'article 3 de l'ordonnance royale du 6 décembre 1843 relative aux cimetières, prévoyant la répartition du produit des concessions funéraires à hauteur d'un tiers au bénéfice du centre communal d'action sociale. Le tiers reversé correspondait historiquement à une logique d'assistance publique, les bénéficiaires étant les organismes chargés de l'aide sociale.

Aujourd'hui, le fondement juridique repose principalement sur l'article L. 2223-15 du Code général des collectivités territoriales, lequel dispose : « Les concessions sont accordées moyennant le versement d'un capital dont le montant est fixé par le conseil municipal. ».

Le produit de ces concessions est donc une recette fixée et perçue par la commune. Il n'existe plus dans le CGCT de disposition imposant une affectation automatique d'un tiers au CCAS.

Dès lors, en l'état actuel du droit, le reversement d'un tiers, ou autre quote-part, du produit des concessions funéraires au centre communal d'action sociale constitue une simple faculté pour les communes.

La réglementation autorise la commune à percevoir l'intégralité du produit puis d'effectuer un reversement au CCAS, cette mesure permettant de simplifier les opérations comptables.



Afin de contribuer au financement des actions sociales conduites par le CCAS et de renforcer les moyens dont il dispose pour accomplir ses missions, le maire propose d'affecter au budget du CCAS une partie du produit issu des concessions funéraires et de reverser un tiers du montant de ces recettes effectivement encaissées par la commune au cours de l'exercice concerné.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à la majorité :

- décide, dans le cadre de son pouvoir d'appréciation et afin de soutenir les actions conduites par le CCAS, d'affecter volontairement au budget du CCAS une quote-part correspondant au tiers du produit des concessions funéraires encaissé par la commune ;
- de procéder au reversement de cette quote-part, sous forme de subvention, une fois par an en décembre, en fonction des produits des concessions funéraires encaissés au cours de l'exercice budgétaire en cours ;
- de mettre en application ce dispositif à compter de l'exercice budgétaire 2027.

VOTANTS : 27
POUR : 22
CONTRE : 1
ABSTENTION(S) : 4

DÉLIBÉRATION N°MA-DEL-2026-071

Certifiée exécutoire après transmission à la sous-préfecture de Brive-la-Gaillarde et publication sous forme électronique sur le site internet de la commune le 24/09/2026



Pour extrait certifié conforme,
le maire,

Patrick CHANOURDIE

En application des dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du Code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Limoges, dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur dans un délai de deux mois à compter de cette publication. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux, qui doit alors être introduit dans un délai de deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme des deux mois vaut décision implicite de rejet).

Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte :

attribution volontaire d'une participation correspondant au tiers du produit des concessions funéraires au CCAS

Date de transmission de l'acte : 24/09/2026

Date de réception de l'accusé de
réception : 24/09/2026

Numéro de l'acte : MA-DEL-2026071 ([voir l'acte associé](#))

Identifiant unique de l'acte : 019-211927405-20260922-MA-DEL-2026071-DE

Date de décision : 22/09/2026

Acte transmis par : Christine BORDAS

Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 7. Finances locales
7.10. Divers



